

inviter. La Conférence de Constantinople et le traité de San Stefano traçaient, l'une comme l'autre, les frontières d'une Turquie d'où la plus grande partie de la Macédoine était distraite¹, et si, au Congrès de Berlin, l'Europe, inspirée par Beaconsfield et Bismarck, se refusait à ratifier cette dislocation de la Turquie d'Europe, du moins stipulait-elle formellement, par l'article 23 du traité, que des réformes devaient être réalisées dans les provinces européennes de l'Empire ottoman. Promettre des réformes par traité, c'est s'engager à en assurer l'exécution. Les populations macédoniennes, qui s'étaient réjouies de leur affranchissement pendant les quelques mois qui séparent l'acte de Berlin de celui de San Stefano, se crurent le droit d'interpréter ainsi la politique de l'Europe; et quand, en 1885, par un coup d'État facilement exécuté, sans verser le sang, les Bulgares de Roumélie purent déchirer, en ce qui les concernait, le traité de Berlin et s'unir à la principauté, les chrétiens de Macédoine furent, en vérité, fondés à espérer qu'ils n'auraient pas plus de peine à faire triompher leurs propres revendications. Ils résolurent de s'y préparer. Ainsi, à l'origine de tous les troubles qui ont ensanglanté la Macédoine, on doit, nettement et tout d'abord, établir la responsabilité de l'Europe.

Mais, entre le cas des habitants chrétiens de la Macédoine et celui des populations antérieurement séparées de l'Empire ottoman, il faut, dès maintenant, marquer une différence considérable. Les Grecs, les Serbes, les Bulgares, lorsqu'il fut question de leur affranchissement, constituaient des groupes

1. Voyez les cartes représentant ces frontières dans d'Avril, *op. cit.*, pages 177 et 253.